

L'EXPERT

“On va vers une société de la confrontation et non de l'inclusion”

■ Les signalements d'actes racistes et xénophobes sont en augmentation depuis le 22 mars.

Entretien **Bosco d'Otreppe**

Patrick Charlier est le directeur d'Unia, le centre interfédéral pour l'égalité des chances, service public auprès duquel chaque citoyen peut signaler des faits de discrimination dont il aurait été victime. Outre des conseils juridiques, de la sensibilisation ou de la prévention, il s'agit d'un service de veille pour le pays.

On a l'impression que la parole s'est libérée depuis les attentats du 22 mars. Que le racisme et la xénophobie s'expriment plus facilement. N'est-ce qu'une impression ?

Je resterai prudent, mais c'est vrai que nous avons réalisé un petit sondage concernant le nombre de signalements reçus depuis le 22 mars, et on voit qu'ils sont en augmentation. De même, de par nos nombreux contacts, on constate que les attentats ont laissé des traces. Sur le terrain, dans les milieux professionnels, les témoignages qui nous reviennent évoquent un climat plus difficile, notamment entre musulmans et non-musulmans. Il y a plus de peur, de regards suspicieux. Les relations se sont abîmées. C'est une réalité.

Les discriminations sont-elles essentiellement islamophobes ?

Oui. Mais, tout en restant prudent, je constate aussi en 2016 une recrudescence de l'antisémitisme. Un phénomène qui a fait suite aux attentats du mois de mars est par exemple l'émergence de théories du complot qui prétendent que ce sont les juifs qui ont organisé les attentats. Cela avait été constaté en France après les attentats de Paris, c'est désormais arrivé en Belgique.

Plus globalement encore, le regard que l'on porte les uns sur les autres semble avoir changé après les attentats de Paris, de Bruxelles ou les événements de Cologne.

Oui. A la suite de ces événements, on re-

marque que la société a vraiment tendance à se polariser. Chacun se referme plus sur sa communauté. Cela n'est évidemment pas bon. On va vers une société qui se confronte. Il y a des initiatives très volontaristes et très positives qui œuvrent pour le vivre ensemble, tout n'est pas noir, mais de manière générale il y a une tendance qui veut que chacun se protège, car chacun se sent menacé. Il

faut se sentir bien pour pouvoir s'ouvrir à l'autre, et aujourd'hui ce n'est plus le cas. Je n'ai pas encore de données, mais je ne serais pas surpris que l'on ait une augmentation de signalements qui témoignent de discriminations liées au logement ou à l'engagement professionnel. Un autre phénomène que l'on constate est celui d'une concurrence entre les groupes qui sont susceptibles d'être exclus. Par exemple, entre les personnes qui sont en situation d'exclusion sociale et qui redoutent de voir arriver des demandeurs d'asile face auxquels ils se sentent en concurrence pour une série de services. Il faut tout faire pour combattre ce phénomène.

Certains excusent les propos xénophobes en disant qu'il s'agit d'un juste retour des choses. Durant des années, expliquent-ils, on aurait refusé de mettre le doigt sur certains échecs de l'intégration.

Il n'est évidemment pas question, au nom de la lutte contre le racisme, d'empêcher le débat. Il ne peut y avoir aucun tabou, mais il ne faut jamais oublier de veiller sur la justesse de nos propos, et sur la responsabilité que l'on a lorsque l'on aborde de telles questions.

La clé d'une meilleure intégration ne passerait-elle pas par une définition plus claire de ce que serait l'identité belge ? Certains évoquent le manque d'identité convergente autour de laquelle tout le monde pourrait se retrouver.

C'est une vraie question. N'oublions pas cependant que l'intégration va dans les deux sens. Que si celui qui arrive doit s'intégrer, la société doit aussi pouvoir l'intégrer. L'intégration ne se joue pas

entre une société immuable et de nouveaux arrivants qui devraient s'y acclimater. L'intégration implique l'évolution de chacun. Quant à l'identité, c'est une question difficile dans un pays fait de plusieurs identités communautaires ou régionales. La personne qui arrive en Belgique et qui veut participer à la construction d'une identité commune ne sait pas toujours vers où se tourner. L'identité belge, surtout dans les villes, elle est de facto plurielle, nous renvoie à la question de l'intégration, car elle est sans cesse à construire.

Dans ce cadre, nous sommes convaincus, chez Unia, qu'une amélioration du

climat actuel passera par une société inclusive, avec des lieux, des quartiers, des écoles où chacun pourra rencontrer l'autre. Ce qui pose problème dans le développement d'une société, c'est quand il y a des concentrations, comme dans certaines écoles ou quartiers encore trop marqués ou trop monoethniques.

“Un autre phénomène que l'on constate est celui d'une concurrence entre les groupes qui sont susceptibles d'être exclus.”

“Les relations se sont abîmées depuis les attentats. C'est une réalité. Il faut se sentir bien pour pouvoir s'ouvrir à l'autre, et aujourd'hui ce n'est plus le cas.”

PATRICK CHARLIER

Directeur d'Unia, le centre interfédéral pour l'égalité des chances.